

Colloque
« Inde et Europe face aux échecs de la mondialisation.
Lutte contre les inégalités. Crise de la démocratie »

Assemblée Nationale

26 novembre 2009

Gérard FUCHS : *Mesdames, Messieurs, chers amis, pour certains d'entre vous, chers camarades, chers amis Indiens surtout, qui nous faites l'honneur et le plaisir de venir participer à notre débat à Paris après, pour nombre d'entre vous, m'avoir accueilli à Delhi il y a un an.*

Nous avions en tête que ce colloque se déroule plus tôt que prévu, mais vous avez eu des élections dans votre pays. Les élections en Inde, pour ceux qui le savent, c'est évidemment un processus d'ampleur numérique considérable, mais aussi d'une ampleur chronologique inhabituelle pour nous, modestes européens, de pays de taille moyenne.

Cela étant, le résultat ayant été celui que nous connaissons, je voudrais remercier toutes celles et tous ceux qui ont permis de faire en sorte que le Parti du Congrès, avec ses alliés, reste à la direction du pays. J'ai le souvenir d'autres périodes, qui n'ont pas représenté, en tous cas, pour les orientations que je défends, un souvenir particulièrement positif.

Nous serons rejoints, en cours de matinée, par Ernst Stetter, qui est le secrétaire général de la Fondation Européenne d'Etudes Progressistes, qui co-organise, avec l'Association for democratic socialism du Docteur Giri et la Fondation Jean Jaurès que je représente, le colloque de ce jour.

Gérard Fuchs : introduction au débat : « Pour une gouvernance mondiale »

C'est dans un moment de crise, nous le savons tous, à la fois passionnant et inquiétant pour l'avenir de l'humanité, que nous nous réunissons aujourd'hui. Moment passionnant pour tous ceux qui, depuis des années, prédisaient que le libéralisme économique, outre les inégalités qu'il engendre, ne pouvait que conduire à une catastrophe financière. Comment continuer durablement avec une situation où les profits financiers croissaient de souvent plus de 10% alors que la croissance de l'économie réelle avait du mal à atteindre, en moyenne mondiale bien sûr, un chiffre égal à la moitié, égal à 5% ?

Moment passionnant, mais moment inquiétant, aussi, car la crise que nous traversons frappe particulièrement ceux qui étaient déjà les moins favorisés de la planète, les moins favorisés de la période antérieure, les plus pauvres et les moins formés des travailleurs du Nord, les plus pauvres des habitants du Sud, les plus pauvres et les moins développés, également, des pays du Sud (je ne sais pas si on peut encore parler du Sud comme d'un tout uniforme, certainement pas, mais ce sont eux, notamment les pays les moins avancés, qui sont, bien évidemment comme ils sont les plus fragiles, les premières victimes de cette période de crise).

Moment passionnant encore, cependant, parce que la question est maintenant clairement

posée devant tous les politiques et devant tous les citoyens, à savoir : quelles leçons vont être tirées du krach que l'économie, la finance d'abord l'économie ensuite, ont connu à l'automne de l'année dernière ? Les dirigeants de nos pays ont-ils compris qu'une finance mondialisée, se jouant des règles nationales, ne pouvait conduire qu'à des catastrophes de ce genre ? Ou bien parce qu'ils ont le sentiment, pour partie fondée, que leurs réactions financières ont permis d'éviter la reproduction d'un drame comparable à celui des lendemains de 1929 ? Ne vont-ils pas revenir simplement à la tentation du « business is usual » ? Je crois que la question est clairement posée aujourd'hui.

La crise financière, on peut le penser, malgré quelques déclarations encore un peu inquiétantes du directeur du Fonds Monétaire International, est, je pense, pour l'essentiel, derrière nous. La crise économique, personne ne sait à quel rythme nous allons en sortir et s'il n'y aura pas de rechute. Quant à la crise sociale, et je veux à travers cette expression évoquer notamment le niveau du chômage, elle est de façon bien évidente devant nous.

Donc, moment inquiétant. Est-ce que nos gouvernants, les gouvernants du monde, vont établir les éléments de gouvernance mondiale, voire (je ne recule pas devant l'expression) de gouvernement mondial nécessaire pour que les choses remarchent sur leurs pieds, c'est-à-dire pour que la finance redevienne ce qu'elle n'aurait jamais du cesser d'être, c'est-à-dire un outil au service de l'économie, économie elle-même outil au service de la satisfaction des besoins des hommes ?

Ou bien, vont-ils se contenter, ces dirigeants, comme tout le laisse craindre aujourd'hui, de réunions du G8 en réunions du G20 - ce qui est un progrès indiscutable - de déclarations parfois positives et sympathiques mais trop rarement pourvues de suite ?

Et si les gouvernements n'apparaissent pas suffisamment capables de dépasser leur routine, peut-on espérer que les forces progressistes internationales aient la capacité de créer les conditions pour que les citoyens, nos concitoyens, quelles que soient leur race, leur religion (je ne reprends pas le préambule de la Constitution de notre Vème République en France), qui sont les premiers intéressés par cette affaire, fassent clairement entendre le message que le moment est venu de repenser l'organisation du monde afin que celui-ci se préoccupe demain du bien-être de tous, et non simplement des profits d'une toute petite minorité ?

Je tiens, à l'ouverture de ce colloque : « Inde et Europe face aux échecs de la mondialisation », à dire, comme je le pense, que le moment que nous traversons, qu'on le juge passionnant, inquiétant, ou les deux à la fois, me paraît être un moment unique pour donner au monde une réorientation décisive.

Une réorientation que je définirais de la façon la plus simple en exprimant le souhait qu'elle soit fondée sur une mise en œuvre effective d'un texte, admis pour tous, qui est la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de l'ONU adoptée en 1948, déclaration qui fait la synthèse entre les libertés politiques et les droits économiques et sociaux. Je crois que c'est bien cette synthèse, sans laquelle il n'est pas d'épanouissement humain possible, que nous devons travailler à faire se concrétiser à l'occasion de la crise.

Le réalisme politique impose alors de reconnaître que certains pays, ou groupes de pays, ont une responsabilité, de par leur situation ou leur poids, plus lourde que d'autres. Nous vivons aujourd'hui un monde multipolaire (ça peut être l'objet d'un colloque mais je crois vraiment que nous y sommes) où l'Inde et l'Union européenne ont un rôle particulièrement important à jouer.

Mais le réalisme politique impose aussi de reconnaître qu'au sein des pays clés (les pays du G20 plus certainement, pour avoir une représentation sérieuse du monde, des représentants de

pays pauvres même s'ils ne sont pas d'un grand poids économique ou démographique), certaines forces politiques se trouvent, plus que d'autres, porteuses de la réorientation nécessaire. Qu'on les appelle sociaux-démocrates, socialistes, travaillistes ou progressistes, ce sont eux qui doivent sortir de leur cocon national, engager le dialogue et définir ensemble les voix et moyens du changement. Ce colloque entend contribuer modestement à faire quelques pas dans cette direction.

L'Inde et l'Union européenne, et au sein de l'Union européenne la France, doivent contribuer à donner au monde le nouveau visage nécessaire. Les forces progressistes de l'Inde et de l'Union européenne (Ernst Stetter au nom de la FEPS et du Parti Socialiste européen nous en parlera un peu plus tard dans la matinée) doivent être les forces qui poussent à ce qu'il en soit ainsi.

Nous avons voulu organiser notre matinée autour de deux thèmes également importants :

La lutte contre la réduction des inégalités et contre la pauvreté, ce matin.

Bien sûr, tout d'abord, parce que la lutte contre l'injustice est notre premier ressort. Mais aussi, parce que nous avons un combat idéologique à mener contre toutes celles et tous ceux, dirigeants, économistes, professionnels de différents domaines qui, depuis une bonne vingtaine ou une trentaine d'années maintenant, ont essayé de nous convaincre que le libéralisme économique et l'économie de marché, à eux seuls, pouvaient régler les problèmes du monde.

Qui oserait, encore aujourd'hui, prétendre que le seul jeu du libéralisme économique ou du marché peut permettre d'atteindre les objectifs souhaitables ? Qui oserait encore prétendre que, sans des interventions et des régulations publiques non, seulement au niveau national mais également pour l'avenir au niveau continental et mondial, sans l'établissement, le renforcement de telles régulations continentales et mondiales, il demeurerait la moindre chance de réaliser (je prendrais ce simple exemple) une quelconque des part objectifs du millénaire pour le développement ? Nous savons, je pense, tous, dans cette salle, où on en est par rapport au calendrier qui était prévu.

Pour autant, cette bataille idéologique, et l'établissement de cette gouvernance, est loin d'être gagnée. Ce sera l'un des objets de notre discussion de ce matin que de voir, au niveau de l'Inde, de la France, au niveau éventuellement d'autres pays européens, comment est conduite la lutte contre la pauvreté pour la réduction des inégalités, et aussi en tous cas, mais surtout à mes yeux, quels relais continentaux et nationaux doivent être établis pour conduire à une évolution, enfin, plus favorable ?

Le thème de cet après-midi relaie cette dernière idée, c'est-à-dire un débat sur le fonctionnement possible d'une démocratie multinationale.

Qui d'autres, en effet, que les citoyens, les hommes et les femmes concernés de notre planète, peuvent être les mieux placés, (s'ils peuvent s'exprimer, s'ils peuvent être, d'abord, libres de s'exprimer, et ensuite en condition d'être entendus) ? Qui d'autres, et par conséquent, quoi d'autre qu'une démocratie multinationale peut permettre l'expression des besoins et la satisfaction et l'amélioration de la situation actuelle ?

La démocratie multinationale, nous essayons depuis plus de 50 ans maintenant de la construire en Europe. Nous en mesurons toutes les difficultés. Et je dois dire que la réaction en ordre dispersé des gouvernements de l'Union européenne face à la crise depuis un an et

demi, et particulièrement depuis 6 mois - chacun réalisant son programme national mais aucun ne se préoccupant d'une action coopérative positive au niveau européen - nous montre à quel point cette instauration d'une démocratie, au seul niveau de l'Union européenne, reste un objectif qui est bien devant nous et ce n'est pas le taux de participation, régulièrement décroissant à nos élections au Parlement européen, qui, je crois, infirme ce que je viens de dire.

A contrario, je crois que nos amis Indiens ont une expérience qui, pour nous, peut être extrêmement intéressante. C'est un pays multinational, (si je dis des bêtises, les intervenants de cet après-midi me corrigeront), c'est en tous cas une fédération d'Etats. Il y a plusieurs langues. Il a, bien sûr, des principes d'unités importants. J'ai le souvenir à Delhi, avec l'un de nos invités, de discussions passionnées et faisant débats, y compris avec ses amis, sur le point de savoir s'il existait ou non une nation indienne. Je vous laisse ce débat. Il est évident qu'il n'existe pas de nation européenne.

Notre objectif plus modeste est de contribuer à faire fonctionner une démocratie continentale et mondiale. Vous nous avez donné, il y a quelques mois, un exemple quand même assez extraordinaire, trop peu souligné à mes yeux dans les médias français, du bon fonctionnement d'une démocratie à l'échelle d'un sous-continent avec toutes les diversités que nous connaissons (je ne parle pas des diversités sociales, nous aurons l'occasion d'y revenir ce matin).

Donc, je crois que nous allons, là, procéder à un échange d'expériences. Peut être dans le domaine de la lutte contre les inégalités, avons-nous une expérience européenne importante, tandis que la vôtre se concentre vraiment sur la lutte contre la pauvreté de base. Dans le domaine institutionnel et démocratique, nous avons certainement, nous européens, beaucoup à apprendre.

Je conclus. L'objectif de cette journée, en tous cas pour la Fondation Jean Jaurès, est clair : je souhaiterais, nous souhaitons, arriver à dégager un certain nombre de positions communes et un certain nombre d'expressions communes que nous pourrons, ensuite, défendre devant nos concitoyens, et proposer un certain nombre de forums mondiaux, ceux qui commencent à dessiner l'organisation du monde de demain. C'est une tâche ambitieuse.

Entre les Indiens et les Français qui sont réunis dans cette salle, comme organisateurs de ce colloque, nous partageons, je crois, énormément de valeurs communes. Mais notre capacité, jusqu'à maintenant, à les organiser et à en faire la démonstration de manière à convaincre nos responsables politiques nationaux d'impérativement, pour mettre en œuvre ces objectifs communs, travailler non plus seulement au niveau national mais au niveau continental et mondial, reste à faire.

La tâche est sans précédent. Je sais qu'elle paraît à beaucoup insurmontable. Certains ne croient pas en l'existence possible d'une démocratie multinationale ou en l'émergence possible d'une gouvernance ou d'un gouvernement mondial. C'est leur droit, nous sommes en démocratie. Je ne sais pas, quant à moi, si cette tâche, est insurmontable ; ce que je souhaite c'est que nous soyons de ceux, dont on dira demain : « ils ne savaient pas que c'était impossible et pourtant ils l'ont fait. »

Gérard Fuchs

Ancien député, ancien député européen, responsable du département international de la Fondation Jean-Jaurès